

La hausse des cours agricoles, risque ou chance pour l'Afrique ?

Par Jacques Diouf et Jean-Michel Severino

L'année 2007 a été marquée par une hausse spectaculaire du cours des matières premières agricoles à travers le monde. Poussés par un contexte climatique peu favorable et une forte demande de biocarburants, les prix du riz, du blé et du maïs ont atteint des niveaux historiques, provoquant des manifestations au Mexique et en Egypte. Cette évolution est tout particulièrement inquiétante en Afrique, qui compte aujourd'hui presque un quart des 854 millions d'être humains souffrant de malnutrition chronique. Pour se préserver de crises alimentaires endémiques, l'Afrique devra compter sur son propre potentiel agricole, et transformer le formidable défi de la hausse des prix en une chance pour son développement économique.

Si l'augmentation exceptionnelle des cours des produits alimentaires ces six derniers mois est en partie due à des événements conjoncturels, notamment la sécheresse en Australie, plusieurs phénomènes d'ordre structurel, du côté de l'offre comme de la demande, permettent de prévoir une persistance de cours élevés dans les prochaines années.

Les prix des hydrocarbures devant rester élevés, il est probable que la forte croissance de la demande d'agrocarburants va se poursuivre, incitant de grands pays agricoles à consacrer une part croissante de leur production à ces nouvelles sources d'énergie. De plus, la croissance démographique mondiale et l'urbanisation génèrent des besoins alimentaires en hausse. En outre, l'amélioration du niveau de vie de millions de Chinois et d'Indiens accroît fortement la demande de viande – et contribue, par l'augmentation de la demande d'aliments pour les animaux à la hausse des prix des céréales. Les aléas climatiques, qui risquent de devenir plus fréquents du fait du réchauffement planétaire, entraîneront également une plus grande volatilité des cours, et encourageront donc la spéculation. Enfin, l'Asie semble se rapprocher des limites de sa productivité et des possibilités d'extension des espaces dédiés à l'agriculture, réduisant d'autant les variables d'ajustement au niveau mondial, alors que les stocks de céréales, au plus bas depuis 30 ans, ne se reconstitueront sans doute pas dans un avenir proche.

Ce nouveau contexte risque de poser de graves problèmes de sécurité alimentaire dans les pays pauvres et à déficit alimentaire. La facture des importations céréalières des pays les moins avancés pourrait encore s'accroître de 14% cette année, alors qu'elle atteignait déjà des niveaux inquiétants en 2006. Or les études de la Banque mondiale montrent qu'une hausse de 1% du prix des produits alimentaires de base provoque une diminution des apports caloriques chez les plus pauvres de l'ordre de 0,5%.

L'Afrique se trouve au cœur de cette problématique, elle qui va voir sa population doubler en l'espace de 40 ans. Celle des villes devrait tripler en seulement deux décennies. Le continent est, aujourd'hui déjà, importateur net de denrées alimentaires. Si le déficit devait s'aggraver avec des prix qui resteraient élevés, l'objectif de réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion mondiale d'hommes et de femmes souffrant de malnutrition serait difficile à atteindre. Certaines études estiment que la production agricole devra plus que quintupler sur le continent d'ici 2050 pour que l'Afrique atteigne le niveau de la consommation mondiale moyenne par habitant. Or l'impact prévisible du réchauffement global sur les récoltes et l'élevage en Afrique rendra encore plus difficiles les progrès vers la sécurité alimentaire.

Une opportunité sans précédent

Cette hausse historique des cours pourrait cependant représenter une opportunité sans précédent pour l'agriculture africaine, qui a gravement souffert par le passé de la baisse continue des prix des denrées agricoles sur les marchés mondiaux. Avec des produits importés de plus en plus chers, les prix des produits africains vont redevenir attractifs. Les villes du continent devront davantage se tourner vers les marchés locaux, nationaux et régionaux pour leur approvisionnement. Les campagnes seront-elles capables de répondre rapidement à cette demande croissante ?

L'agriculture africaine possède un fort potentiel de développement, avec un avantage comparatif par rapport aux autres régions du monde. Malgré de fortes disparités géographiques, et contrairement à une idée répandue, le continent dispose, en effet, de ressources hydriques abondantes et encore peu exploitées. Il bénéficie également, comme l'Amérique latine, d'importantes réserves de terres et de main d'œuvre. En outre, l'agriculture africaine étant très faiblement mécanisée, peu utilisatrice d'engrais et très insuffisamment accompagnée par la recherche agronomique, ses marges de productivité restent considérables.

Mais le nécessaire accroissement de la production agricole africaine ne pourra se faire qu'au prix d'ajustements sérieux. Il est du devoir et de l'intérêt de la communauté internationale d'accompagner ces efforts pour que les campagnes africaines puissent à l'avenir nourrir les villes du continent. Cela passera en premier lieu par l'amélioration des liaisons entre les villes et les campagnes, afin de favoriser l'apport en intrants modernes et l'accès des exploitants aux marchés locaux. Cela nécessite un appui à l'agriculture vivrière par des systèmes spécifiques de crédit et d'assurance. Il faudra enfin aider l'agriculture africaine à s'adapter aux changements climatiques en cours et à choisir des techniques économes en ressources naturelles et respectueuses de l'environnement.

L'Afrique se trouve aujourd'hui à un carrefour. Le contexte alimentaire mondial a changé. Si l'on veut éviter une crise alimentaire majeure, le développement de l'agriculture de ce continent doit redevenir une priorité. La compétitivité retrouvée de ses produits doit lui permettre de mieux financer les investissements qui ont longtemps manqué à l'accroissement de sa productivité. Comme l'indique le tout dernier rapport de la Banque mondiale, l'agriculture peut constituer une chance pour le développement africain. Si la hausse des cours des produits alimentaires n'est pas sans risque économique ou social à court terme, elle peut néanmoins représenter une opportunité pour les agriculteurs africains.

Jacques Diouf est Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Jean-Michel Severino est Directeur général de l'Agence française de développement (jms@afd.fr)